

1991, chapitre 72

## LOI MODIFIANT LA LOI SUR LE MINISTÈRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

---

### Projet de loi 180

présenté par M. Robert Dutil, ministre des Approvisionnement et Services

Présenté le 12 novembre 1991

Principe adopté le 28 novembre 1991

Adopté le 18 décembre 1991

**Sanctionné le 18 décembre 1991**

---

**Entrée en vigueur:** les dispositions des articles 7 et 7.1 édictés par l'article 1 de la présente loi, des articles 2 et 3, du paragraphe 2° de l'article 4 en tant qu'elles visent le Fonds du service aérien gouvernemental ainsi que celles des articles 5 à 14 et 17 entrent en vigueur le 18 décembre 1991;

les dispositions des articles 7.2 à 7.5 édictés par l'article 1 de la présente loi, des paragraphes 1° et 3° de l'article 4, du paragraphe 2° de ce même article en tant qu'elles visent le Fonds du courrier et de la messagerie ainsi que celles des articles 15, 16 et 18 entreront en vigueur aux dates fixées par le gouvernement

---

### Lois modifiées:

Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81)

Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01)

Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)

Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., chapitre S-4)







## CHAPITRE 72

### Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 18 décembre 1991]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. M-23.01,  
a. 7, remp.

**1.** L'article 7 de la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), modifié par l'article 1 du chapitre 79 des lois de 1990, est remplacé par les suivants:

Politiques  
d'acqui-  
sition

«**7.** Le ministre élabore et propose au gouvernement des politiques relatives à l'acquisition et à la construction de biens ainsi qu'à la location et à la fourniture de biens et de services pour les ministères et les organismes publics.

Adminis-  
tration

Il veille à la mise en oeuvre de ces politiques, en surveille l'application et en coordonne l'exécution.

Respon-  
sabilité

Le ministre a également charge de l'application des lois confiées à sa responsabilité.

Règlemen-  
tation

«**7.1** Le gouvernement peut prendre des règlements portant sur les matières visées à l'article 7 et applicables:

1° à un ministère;

2° à un organisme public dont le budget de fonctionnement est voté en tout ou en partie par l'Assemblée nationale;

3° à tout autre organisme public.

Exemption

«**7.2** Le gouvernement peut soustraire l'ensemble des activités faites par un organisme public de l'application de certaines dispositions d'un règlement pris en vertu de l'article 7.1; il peut également soustraire certaines activités faites par un organisme

public de l'application de toutes les dispositions d'un tel règlement ou de certaines d'entre elles.

Règles particulières

L'organisme doit, en regard des activités ainsi soustraites, avoir adopté par règlement des règles particulières. Le règlement n'a d'effet que s'il est approuvé par le gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor après avis du ministre.

Règles différentes

« **7.3** Un ministère ou un organisme public peut agir selon des règles différentes de celles qui lui sont applicables en vertu des articles 7.1 et 7.2, sur autorisation du gouvernement après recommandation du Conseil du trésor et avis du ministre, dans le cas où l'activité à réaliser nécessite l'autorisation du gouvernement, ou sur autorisation du Conseil du trésor après avis du ministre, dans les autres cas. Le gouvernement ou le Conseil du trésor, selon le cas, peut alors fixer les règles applicables.

Bureau de l'Assemblée nationale

« **7.4** Les pouvoirs conférés au gouvernement, au Conseil du trésor ou au ministre par les articles 7.2 et 7.3 sont, à l'égard des personnes que l'Assemblée nationale désigne pour exercer une fonction qui en relève et à l'égard de la Commission de la représentation, exercés par le Bureau de l'Assemblée nationale.

Publication

Les règles particulières portant sur les activités de ces organismes sont publiées à la *Gazette officielle du Québec*.

Exemption

« **7.5** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine et sur la recommandation du Conseil du trésor, exempter un organisme public, autre qu'une personne que l'Assemblée nationale désigne pour exercer une fonction qui en relève et autre que la Commission de la représentation, de l'application de l'ensemble des règlements pris en vertu de l'article 7.1.

Règles particulières

L'organisme doit avoir adopté par règlement des règles particulières portant sur les matières visées par un règlement pris en vertu de l'article 7.1 et rendre ces règles publiques. ».

c. M-23.01, a. 8, mod.

**2.** L'article 8 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 79 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe 2°, du suivant:

« 2.1° fournir, à titre onéreux, des services notamment dans les secteurs suivants: reprographie, transport aérien dans le cadre de fonctions ou de missions gouvernementales, courrier et messagerie, fournitures et ameublement, équipements informatiques, entretien des équipements bureautiques; ».

c. M-23.01,  
a. 9, mod.

**3.** L'article 9 de cette loi, modifié par l'article 4 du chapitre 79 des lois de 1990, est remplacé par le suivant:

Organismes  
publics

« **9.** Pour l'application de la présente loi, sont considérés comme des organismes publics, le Conseil du trésor, tout organisme ou entreprise du gouvernement visé par la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) par l'effet des articles 4, 5 et 6 de cette loi, toute personne désignée par le gouvernement en vertu d'une loi et dont le personnel est nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1), toute personne que l'Assemblée nationale désigne pour exercer une fonction qui en relève et tout organisme, autre que le Bureau de l'Assemblée nationale, dont celle-ci ou l'une de ses commissions nomme la majorité des membres. ».

c. M-23.01,  
a. 15.1,  
mod.

**4.** L'article 15.1 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les première et deuxième lignes, de « le Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, » et, dans les troisième et quatrième lignes, de « le Fonds pour les équipements informatiques, le Fonds des fournitures et de l'ameublement, »;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après « l'ameublement, » de « le Fonds du service aérien gouvernemental, le Fonds du courrier et de la messagerie, »;

3° par l'addition de l'alinéa suivant:

Fonds des  
approvision-  
nements

« Est également institué, au sein du ministère, le Fonds des approvisionnements et services qui a pour objet le financement des biens et services suivants: les biens et services fournis par le directeur général des achats en application de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., chapitre S-4), les fournitures et l'ameublement, les équipements informatiques ainsi que l'entretien des équipements bureautiques. ».

c. C-81,  
a. 65, mod.

**5.** L'article 15.8 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après « 49, », de « 49.2, ».

c. C-81,  
a. 65, mod.

**6.** L'article 65 de la Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du chiffre « 7 » par « 7.1 ».

c. C-81,  
a. 68, mod.

**7.** L'article 68 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 11°, du chiffre « 7 » par « 7.1 ».

c. M-28,  
a. 3, mod. **8.** L'article 3 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28), modifié par l'article 1 du chapitre 38 des lois de 1990, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe d.

c. M-28,  
aa. 12.11 à  
12.21, ab. **9.** Les articles 12.11 à 12.21 de cette loi, édictés par l'article 2 du chapitre 38 des lois de 1990, sont abrogés.

c. S-4,  
a. 4, mod. **10.** L'article 4 de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., chapitre S-4) est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

Achat par  
le directeur « Le directeur peut également, à leur demande, procéder à l'achat et à la location de biens meubles pour les corporations du réseau de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la santé et des services sociaux ainsi que pour les universités. ».

Fonctions  
continué **11.** Les membres du personnel du ministère des Transports affectés à la fonction du transport aérien gouvernemental deviennent, selon que le détermine le gouvernement, membres du personnel du ministère des Approvisionnements et Services.

Transfert  
de crédits **12.** Les crédits visés à l'article 3 de la Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports (1990, chapitre 38), en tant qu'ils n'ont pas été transférés aux ministères et organismes concernés et en tant qu'ils n'ont pas déjà été utilisés, sont, dans la mesure que détermine le gouvernement, transférés au ministère des Approvisionnements et Services.

Mots  
remplacés **13.** Dans toute proclamation ou entente ainsi que dans tout arrêté, décret, règlement, contrat ou autre document, les mots « ministre des Transports » et « ministère des Transports » sont remplacés respectivement par les mots « ministre des Approvisionnements et Services » et « ministère des Approvisionnements et Services », s'il s'agit du transport aérien gouvernemental.

Fonds du  
service  
aérien **14.** Le Fonds du service aérien gouvernemental institué par la présente loi continue le Fonds du service aérien gouvernemental institué au sein du ministère des Transports; les pistes d'envol et d'atterrissage, aérogares et hangars ne sont toutefois pas transférés au fonds institué par la présente loi et demeurent sous l'autorité du ministre des Transports.

Transfert  
de crédits **15.** Les crédits alloués au ministère des Approvisionnements et Services pour le financement des services de courrier et de messagerie

sont, à la date du début des activités du Fonds du courrier et de la messagerie, transférés aux ministères et organismes publics bénéficiaires de ces services, dans la mesure que détermine le gouvernement.

Contributions d'employeurs

Il en est de même des crédits alloués à l'Office des ressources humaines, au titre des contributions d'employeurs.

Fonds des approvisionnements

**16.** Le Fonds des approvisionnements et services, en tant qu'il est affecté au financement des biens et services autres que ceux fournis par le directeur général des achats, continue le Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, le Fonds pour les équipements informatiques et le Fonds des fournitures et de l'ameublement institués par l'article 15.1 de la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, tel qu'il se lisait le jour précédant celui de l'entrée en vigueur des dispositions du paragraphe 1° de l'article 4 de la présente loi.

Règlements continués en vigueur

**17.** Les règlements pris en vertu de l'article 7 de la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, tel qu'il se lisait avant d'être modifié par l'article 1 de la présente loi, demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou remplacés conformément à l'article 7.1.

Dispositions applicables

**18.** Les dispositions des articles 7.2 à 7.5 édictés par l'article 1 de la présente loi s'appliquent à un organisme public à compter de la date que peut fixer le gouvernement pour chacun des organismes, mais au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 1993.

Entrée en vigueur

**19.** Les dispositions des articles 7 et 7.1 édictés par l'article 1 de la présente loi, des articles 2 et 3, du paragraphe 2° de l'article 4 en tant qu'elles visent le Fonds du service aérien gouvernemental ainsi que celles des articles 5 à 14 et 17 entrent en vigueur le 18 décembre 1991.

Entrée en vigueur

Les dispositions des articles 7.2 à 7.5 édictés par l'article 1 de la présente loi, des paragraphes 1° et 3° de l'article 4, du paragraphe 2° de ce même article en tant qu'elles visent le Fonds du courrier et de la messagerie ainsi que celles des articles 15, 16 et 18 entreront en vigueur aux dates fixées par le gouvernement.